chose aussi insensée que d'inviter à la vertu après en avoir ruiné la base. ”

Ainsi, qu'il s'agisse des droits de Dieu, ou de ceux de l'enfant, ou des intérêts de l'éducation elle-même, l'école ne doit pas, elle ne peut pas être neutre. La conclusion est aussi rigoureuse, si on envisage le bien de la société. Nous ne pouvons que l'indiquer. Où est la vraie source des vertus publiques et sociales ? A quel foyer s'allume et s'alimente la flamme du patriotisme ? Pas plus que l'individu, aucune société ne vit seulement de pain. Les progrès de l'industrie et du commerce, les découvertes de la science ne suffisent pas pour faire un grand peuple. Il y faut bien plutôt l'élévation des esprits, la noblesse des cœurs, la force des caractères, toutes choses qu'une éducation profondément religieuse peut seule susciter et généraliser dans un pays. Avec l'enseignement sans Dieu, au contraire, on prépare nécessairement une société où la force prime le droit, où la passion remplace le devoir.

Voilà pourquoi le Pouvoir civil lui-même ne peut se désintéresser de cette grave question. Sans doute, il n'est pas chargé d'enseigner officiellement la religion ; mais il ne peut, sous peine de manquer à sa mission et de ne pas atteindre sa fin propre, il ne peut ni pratiquer, ni imposer la neutralité dans l'enseignement public. Protecteur de tous les intérêts des enfants, il doit faire une place à la religion dans ses écoles, et appeler à l'enseignement de cette religion le maître compétent. C'est ainsi que, par la bonne harmonie et les efforts communs de l'Eglise et de l'Etat, l'éducation, tout en restant libre, est à la fois nationale et religieuse.

3^o L'ÉCOLE CATHOLIQUE.

Faisons un dernier pas. Il ne suffit pas, dans un pays catholique, que l'enseignement soit religieux : il faut qu'il soit véritablement, intégralement catholique. L'école mixte, où la liberté des diverses croyances est officiellement reconnue, ne peut être érigée en système, adoptée en principe ; ce n'est qu'un pis-aller, que les nécessités du moment imposent quelquefois, sans lui donner la consécration d'un droit absolu et définitif. La tolérance n'est pas la légitimité.